

[EL MOUDJAHID](#)

Des marches pacifiques estudiantines, organisées hier dans plusieurs wilayas en soutien au mouvement populaire (Hirak) du 22 février dernier, ont été marquées par le rejet de toute élection présidentielle avant le départ de «tous les responsables et anciennes figures du système», ont constaté des journalistes de l'APS.

A Oran, des dizaines d'étudiants ont appelé au «départ de tous les anciens symboles du régime», soulignant que cette revendication était un préalable à l'organisation d'un scrutin présidentiel. Rejoints par des enseignants et des citoyens, ils ont insisté sur la nécessité du «départ des figures de proue du système et de remettre le pouvoir au peuple». Brandissant l'emblème national, les jeunes manifestants ont scandé les slogans habituels appelant à «la remise du pouvoir au peuple». Aussi, ils ont revendiqué «la liberté d'expression» et «la levée des contraintes sur le 4e pouvoir», et rejeté les élections.

Dans la wilaya de Mostaganem, un rassemblement d'enseignants, d'étudiants et de citoyens a été organisé à la place de l'Indépendance, au chef-lieu de wilaya, pour appeler au départ de tous les symboles du système, insister sur le caractère républicain de l'Etat, et réitérer leur soutien aux revendications du Hirak.

Les enseignants et les étudiants avaient organisé précédemment dans la journée un débat sur les derniers développements de la scène politique nationale au sein du campus universitaire. Dans la wilaya de Nâama, une vingtaine d'étudiants à peine, a pris part à un sit-in à la place de l'Indépendance, proche du centre universitaire pour exiger l'instauration d'un Etat de droit. Dans l'Est du pays, des petits groupes d'étudiants, auxquels se sont joints des citoyens, ont marché pacifiquement, réitérant leur «refus» d'organiser la présidentielle «tant que les anciens symboles du régime sont maintenus». A Constantine, une soixantaine de personnes, entre étudiants et autres, a défilé en scandant des slogans tels que : «presse libre, justice indépendante», «FLN, RND dégagez» et «pas d'élections».

Dans la wilaya de Sétif, ils étaient environ 30 étudiants, entre enseignants universitaires et autres citoyens, à se rassembler pour réclamer, une nouvelle fois, le «changement du système» en lançant des «Vive l'Algérie», «Ya chahid soit serein, nous poursuivons la lutte» et

autres slogans réfutant la situation politique actuelle. Les manifestants ont également distribué des livrets en arabe et en français faisant ressortir des propositions émises par certains professeurs d'université, appelant à la désignation de représentants du Hirak dans les différentes wilayas du pays, un amendement de la Constitution avant la prochaine élection présidentielle et une révision de la loi électorale. Les manifestants à Annaba, qui n'excédaient pas 50 personnes, se sont regroupés sur le Cour de la Révolution, au centre-ville. Ils ont scandé, brandissant le drapeau national, des slogans rejetant l'élection présidentielle, de même qu'ils ont fait état de leur refus du dialogue «formel» initié par l'instance dirigée par Karim Younes. A Skikda aussi, des centaines de citoyens se sont joints aux étudiants dans une marche pacifique, exigeant le départ des responsables de la wilaya, en particulier après les inondations importantes qu'a connues la ville et ses environs suite aux dernières intempéries, lesquelles ont mis à jour, selon eux, la «politique de bricolage» appliquée par les autorités locales. Les manifestants ont également scandé des slogans critiquant les autorités locales, tels que «vous avez sali le pays», en arpentant Didouche-Mourad, la rue principale de la ville, avant de s'arrêter devant le siège de la commune, au milieu d'un dispositif sécuritaire important. Dans le centre du pays, les marches estudiantines ont été notamment observées dans les wilayas de Béjaia et de Tizi-Ouzou, au cours desquelles les jeunes manifestants ont réaffirmé leur soutien aux revendications du mouvement populaire en faveur d'un changement radical du système et d'une période de transition nécessaire à la mise en place des conditions à même de jeter les jalons d'un Etat démocratique et de droit. Les marcheurs ont réitéré, à travers des slogans scandés ou écrits sur des banderoles et des pancartes, leur rejet de la présidentielle avec la Constitution actuelle, avant une période de transition et l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui rassemblera tous les Algériens». «Liberté de la presse et de la justice», «transition démocratique et citoyenne», sont les principales revendications mises en avant lors de ces marches.

Alger

Attachement aux revendications du Hirak

A la veille de la rentrée universitaire, ils étaient environ des centaines à battre le pavé, hier, pour la traditionnelle marche des étudiants, qui en est à sa 28e édition depuis le début du mouvement populaire.

C'est à partir de 10 heures environ, que la procession, qui n'a pas rassemblé que des étudiants mais une foule cosmopolite composée de différentes couches de la société, a entamé sa marche depuis la place des Martyrs et s'est dirigée en direction du boulevard Ernesto Che Guevara, pour se positionner devant les sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN) et de la wilaya d'Alger.

Profitant de l'ouverture de l'année parlementaire, les manifestants se sont détournés de leur itinéraire habituel qui consiste à se rassembler au niveau de la Grande Poste, pour venir camper devant l'Assemblée populaire nationale.

Stoppée dans son élan par le dispositif sécuritaire mis en place, la foule a entonné l'hymne national et a appelé à l'application des articles 7 et 8 de la Constitution pour renforcer la souveraineté du peuple. Le tout dans une ambiance bon enfant, où la bonne entente a régné entre manifestants et agents des forces de l'ordre.

Dans ce sillage, les manifestants, drapés de l'emblème national ont arboré en cette journée où le mercure était particulièrement élevé, des pancartes rendant hommages aux six architectes de la glorieuse Révolution de Novembre. Sur d'autres pancartes écrites en arabe, anglais et français on pouvait lire un nombre de slogans tels que «le peuple est éveillé et conscient» et « pour un syndicalisme fort ». Sur un fanion géant était imprimée une scène du célèbre film de Gillo Pontecorvo, « la bataille d'Alger », accompagnée du slogan «Vive l'Algérie». Entonnant en chœur leur slogan, les manifestants ont marché sur la rue Hocine-Asselah où ils ont mis à profit cette opportunité pour afficher leur unité avec l'Armée nationale populaire (ANP) et ce, en scandant, «Armée et Peuple, khaouakhaoua».

Sous une salve de youyous lancés par des femmes drapées du haïk, et un lâcher de confettis, la foule a appelé écarter toutes les personnes impliquées dans des affaires de corruption.

Les manifestants ont appelé la Justice à poursuivre, sans répit, ses enquêtes contre les corrompus et les personnes impliquées dans des affaires de dilapidation de deniers publics,

exigeant par conséquent, la récupération de l'argent du peuple. Après une brève halte, la procession a repris sa marche en longeant le jardin Mohamed-Khemisti en direction du boulevard Amirouche. A mi chemin, la même foule a entonné des chants patriotiques tels que «Ikhwani la tensawchouhadakoum». Egalement des pancartes étaient brandies où était inscrit : «Lutte implacable contre le mépris et la bureaucratie». À la jonction entre les boulevards Amirouche et Hassiba Ben Bouali, les manifestants qui ont bifurqué de leur itinéraire habituel, ont appelé à faire de la justice sociale et de la compétence, les principes cardinaux de toutes les politiques futures.

Arrivant enfin, à quelques mètres de la Grande Poste, lieu de ralliement hebdomadaire, les marcheurs ont exprimé leur souhait de mettre fin rapidement à la crise par le biais de la tenue d'une élection présidentielle représentative. En fin de cortège, on a pu lire sur une affiche écrite en rouge : «Oui à un pluralisme mais avec les principes du 1er Novembre 1954 ».

Enfin, il convient de signaler que le dispositif de sécurité et les nombreux cordons de police ont permis à ce que la marche se passe dans de très bonnes conditions, sans que celle-ci ait enregistré aucun incident notable.

Sami Kaidi

Oran

Une république démocratique

Le 28e acte de la marche des étudiants à Oran a été fortement dominé par des messages de rejet de la tenue d'une élection présidentielle dans les conditions actuelles et des slogans hostiles au Panel. Pour la deuxième semaine successive, la manifestation des étudiants a vu la participation de personnes d'autres catégories sociales ainsi que le retour des appels à une période de transition. Ceci intervient au lendemain de l'annonce de la date du 15 septembre prochain pour la convocation du corps électoral pour une élection présidentielle avant la fin de l'année en cours.

Ce nouveau développement de la situation politique en Algérie a fait réagir les manifestants d'hier qui ont opposé un nœud catégorique à l'option de l'élection à travers de nombreux slogans qui refusent cette feuille de route.

Parallèlement à cela, les manifestants participant à la marche estudiantine ont, à nouveau, réitéré leurs revendications appelant au départ de l'actuel gouvernement et son remplacement par une équipe de technocrates.

La libération de certains détenus arrêtés pendant les marches de vendredi et le respect des libertés individuelles garanties par la Constitution ont fait partie également des revendications exprimées pendant la marche. Et comme chaque mardi et vendredi, les appels à l'édification d'une République démocratique basée sur la justice sociale et l'Etat de droit retentissent pendant toute la marche. Idem pour l'application des articles 7 et 8 de la Constitution qui, selon les manifestants «resituent le pouvoir au peuple».

A. S.

<http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/141604>